



Napoléon à la bataille de Friedland.

la nouvelle des événements d'Aranjuez. Ses espérances personnelles s'en accrurent : une couronne entre deux rois devenait une proie facile.

Il se hâta d'avancer sur Madrid, se faisant précéder de son aide-de-camp Monthion, qu'il envoyait vers Charles IV. Déjà le vieux roi avait écrit au grand-duc de Berg des lettres qui accusaient Ferdinand d'avoir voulu attenter à ses jours et qui invoquaient l'appui de l'Empereur. Le 21, il en remit une autre au général Monthion, qui était ainsi conçue :

« Je proteste et déclare que mon décret du 19 mars, par lequel j'abdique la couronne en faveur de mon fils, est un acte auquel j'ai été forcé pour prévenir de grands malheurs, et l'effusion du sang de mes sujets bien-aimés. Il doit, en conséquence, être regardé comme un acte de nulle valeur. »

Tous les jours, en outre, la reine écrivait au grand-duc de Berg des lettres pleins d'outrages contre son fils et dictées par une haine forcenée.

Le 23, Murat se présentait à Madrid. Les troupes françaises furent accueillies avec calme et non sans quelque méfiance ; elles purent juger le lendemain les sentiments de la population. Ferdinand faisait son entrée solennelle dans la capitale : une multitude immense, empressée sur ses pas, le saluait avec des transports de joie et des cris

d'enthousiasme, qui, au fond, exprimaient autant la haine de l'étranger que l'amour pour le souverain.

Les méfiances s'accrurent par l'attitude réservée de Murat à l'égard de Ferdinand. Dépositaire de la protestation de Charles, ignorant encore les intentions de l'Empereur, le général français ne pouvait ni reconnaître ni désavouer le nouveau roi : il ne lui fit pas de visite : l'ambassadeur Beauharnais s'abstint également.

Des deux côtés, on s'observait avec inquiétude. Murat avec son indiscrétion fanfaronne, avait laissé deviner qu'il convoitait le trône d'Espagne. Une lettre de Napoléon vint détruire ses illusions.

Le 31 mars, l'Empereur reçut une lettre de Charles IV, datée de l'Escurial. Après avoir protesté de nouveau contre son abdication qu'il appelait une œuvre de violence, il témoignait de son désir sincère d'unir les forces de sa monarchie pour l'accomplissement des glorieux desseins de l'Empereur ; puis, comme s'il eût prévu qu'on allait lui demander une abdication nouvelle, il ajoutait, en terminant :

« Il me sera doux de posséder une métairie auprès du plus grand souverain du monde. »

Napoléon devenait un arbitre nécessaire entre le père et le fils. Il partit pour Bayonne, où il arriva le 15 avril. Alors les chefs des deux partis qui se disputaient à Madrid n'eurent plus qu'une seule pensée : tous voulaient courir à Bayonne, le roi, la reine et le prince de la Paix, Ferdinand, Escoïquiz et l'Infantado. Il semblait qu'ils fussent frappés de vertige ; on eût dit qu'une main invisible les poussait à leur perte.

Mais malgré la présence de Murat, Charles IV et sa femme n'étaient pas libres ; Godoy, d'ailleurs, était encore en prison ; ils n'eussent pas voulu s'éloigner sans lui. Les conseillers de Ferdinand, les meneurs des affaires de l'Escurial et d'Aranjuez crurent que c'était un coup de partie que de devancer le vieux roi. Ils persuadèrent à Ferdinand de se mettre promptement en route. Il était parti même avant l'arrivée de l'Empereur à Bayonne ; il croyait, au surplus, le rencontrer en Espagne, Murat ayant annoncé que Napoléon comptait se rendre à Madrid. Avant de s'éloigner, il avait établi une junte de gouvernement, présidée par son oncle don Antonio.

Le 20, Ferdinand entra à Bayonne, accompagné des ducs de

San-Carlos et de l'Infantado, du chanoine Escoïquiz, des ministres Cevallos, Musquiz et Labrador, et de quelques nobles.

Dans ces premiers moments, ces personnages étudiaient avec soin tous les détails de la réception qui leur était faite ; car les puérités même de l'étiquette pouvaient révéler les intentions de Napoléon. Celui-ci vint d'abord faire à son hôte une courte visite ; ils s'em brassèrent.

Le soir, Ferdinand, Carlos et leur suite allèrent dîner au château de Marrac, résidence de l'Empereur : il vint recevoir Ferdinand à la descente du carrosse ; c'était le traiter en roi. Mais pendant le dîner, il évita de lui donner le titre de majesté ; mais lorsque Ferdinand se retira, Napoléon ne le reconduisit que jusqu'aux premières portes de son appartement. C'était un mauvais présage.

Les incertitudes de Ferdinand devaient bientôt cesser. L'Empereur avait retenu près de lui le chanoine Escoïquiz, premier conseiller du prince, le seul peut-être entre ceux qui l'entouraient qui eût quelque talent et une véritable perspicacité.

Napoléon s'expliqua devant lui en toute franchise. Il ne voulait plus des Bourbons d'Espagne. Cette résolution, du reste, n'était pas seulement motivée par les derniers événements, elle datait de la proclamation du prince de la Paix ; depuis, il n'avait pu voir, dans la dynastie régnante, que des ennemis cachés. Un mariage entre les deux familles lui paraissait un lien faible, incertain et fragile. Il avait l'intention de donner à ces princes des indemnités en Toscane, en Portugal. Telle était sa volonté bien arrêtée.

Escoïquiz la combattit avec vigueur, au nom de la morale et de la justice, au nom même de l'intérêt de Napoléon.

— Pourquoi craindriez-vous les Bourbons d'Espagne ? Ils sont nuls. Vous voulez vous créer un travail d'Hercule, lorsque vous n'avez sous la main qu'un jeu d'enfant.

Paroles remarquables, dont Napoléon n'apprécia que plus tard la profonde justesse ! Il resta inébranlable, et chargea Escoïquiz de communiquer ses volontés à Ferdinand, avec l'injonction de répondre catégoriquement, avant l'arrivée de son père, à la proposition qui lui était faite d'échanger ses droits à la couronne d'Espagne pour la Toscane. Il ajoutait, du reste, qu'il ne lui servirait de rien de refuser parce que dans ce cas on traiterait avec son père.

Jamais assurément acte de violence ne fut moins déguisé qu'en cette occasion. Napoléon avait bien raison, plus tard, de repousser l'accusation d'hypocrisie.

— Si j'ai péché, dit-il, c'est, au contraire, par une audacieuse franchise, par un excès d'énergie. Bayonne ne fut pas un guet-apens, mais un immense, un éclatant coup d'état.»

Pendant Escoïquiz n'abandonnait pas la discussion. Napoléon l'écoutait avec calme, et témoignant même plutôt de la bonne humeur que du mécontentement, il lui tirait familièrement l'oreille en disant :

— Ainsi, chanoine, vous ne voulez pas entrer dans mes vues ?

— Bien au contraire, répliqua Escoïquiz, je voudrais pouvoir persuader à votre majesté d'adopter les miennes, fût-ce même aux dépens de mes oreilles.

En effet, dans ce moment-là Napoléon les tirait assez rudement. Mais tous les arguments du chanoine furent impuissants contre une volonté opiniâtre.

Grande fut la consternation de Ferdinand et de ses conseillers. Plusieurs jours se passèrent en conférences secrètes et en vains regrets. Il fut enfin résolu que le prince refuserait d'abdiquer.

Cette résolution fut communiquée par Cevallos au ministre des affaires étrangères, Champagny, dans une note où il était dit que, puisque l'Empereur considérait l'abdication de Charles IV comme nulle, parce qu'elle avait été arrachée par la violence et les menaces, celle qu'on demandait à Ferdinand serait également nulle, attendu qu'il était privé du libre exercice de sa volonté.

L'argument ne manquait pas d'une certaine force. Napoléon rencontrant chez Ferdinand une résistance d'inertie qu'il n'attendait pas, résolut d'agir sans lui.

Pendant que ces choses se passaient à Bayonne, Charles IV et la reine, restés à Madrid, accablaient Murat de pressantes sollicitations pour obtenir la délivrance de Godoy.

La junte avait d'abord résisté aux demandes du grand-duc de Berg ; mais après le départ de Ferdinand, son autorité morale s'était affaiblie : elle ne savait d'ailleurs ce qui allait se passer sur la frontière, et, n'osant plus entrer en lutte avec le général français, elle lui remit le prisonnier pour être conduit hors du royaume, avec défense d'y jamais rentrer,

Ce décret, en date du 21 avril, fut accueilli à Madrid avec des cris de fureur et de vengeance. Le peuple, qui avait si long-temps gémi sous la honteuse domination du favori, voyait dérober un grand coupable au jugement de la nation.

C'était une insulte aux lois de la justice, un outrage à l'honneur espagnol, qui demandait satisfaction. Toutes les colères accumulées sur Godoy retombèrent sur les Français qui le protégeaient ; ils recueillirent toutes les haines qu'on avait vouées au favori déchu. L'étranger venait s'interposer entre un ministre coupable et la justice du peuple ; le peuple cria : Guerre et mort à l'étranger !

Le prince de la Paix fut envoyé à Bayonne sous la protection d'un aide-de-camp de Murat : il y arriva le 26 avril.

Rien ne retenait plus Charles IV et la reine ; ils se mirent aussi en route. Avant de partir, Charles avait écrit à don Antonio qu'il avait protesté contre son abdication, que sa protestation était déposée entre les mains de Napoléon, et qu'il reprenait le gouvernement. Toute fois il confirmait la nomination de la junte.

A Vittoria, les gardes-du-corps qui avaient escorté Ferdinand, se présentèrent pour faire leur service auprès de Charles IV : le vieux roi se souvenant des scènes d'Aranjuez, les congédia avec colère, et demanda une garde au général Verdier.

Chacune des démarches de ce malheureux prince sépare sa cause de celle de la nation, et ajoute aux ressentiments contre les Français qu'il préfère. Il arriva le 30 à Bayonne.

La réception qu'on lui fit fut toute royale, et ce n'était pas sans calcul que l'Empereur y mettait un grand éclat. La troupe était sous les armes ; les autorités s'étaient portées sur les glacis ; la citadelle et la rade tiraient des salves ; les officiers de l'Empereur faisaient le service auprès de leurs majestés.

De leur côté, le prince des Asturies et l'infant don Carlos allèrent au-devant du roi, et les Espagnols qui se trouvaient à Bayonne, presque tous conspirateurs en faveur de Ferdinand, se firent admettre à la cérémonie du baise-main. Lorsque le roi et la reine se retirèrent dans leurs appartements, Ferdinand voulut les suivre : le roi l'arrêta, s'écriant avec indignation :

— Prince, n'avez-vous pas assez outragé mes cheveux blancs ?

Ferdinand s'éloigna consterné : entre un allié qui parlait en maître,

et un père en courroux, il ne lui restait plus à espérer. C'était au tour du prince de la Paix à triompher ; il fut reçu à bras ouverts par ceux auxquels il avait fait perdre une couronne ; le vieux roi pleurait d'attendrissement, car il avait une sorte de passion pour cet homme qui était l'amant de sa femme, tant celle-ci exerçait d'empire sur cet esprit faible et honnête.

Napoléon s'empressa d'aller visiter ses hôtes royaux ; en apprenant son approche, ils vinrent l'attendre à la porte de la maison, et aussitôt qu'il l'aperçut, Charles IV levant au ciel ses mains goutteuses, s'écria avec émotion : « Ah ! mon ami ! »

Napoléon les embrassa tous deux, leur reprocha doucement d'être descendus, leur faisant le plus gracieux accueil, et déployant toutes ses séductions. Il passa sa main sous le bras du roi, offrit l'autre à la reine, et ils montèrent ainsi l'escalier.

— Vois, Louise, disait Charles attendri, il me porte.

La conférence qui se tint entr'eux dura plus d'une heure. Ce fut de la part du roi et de la reine une longue accusation contre Ferdinand et ses conseils, un récit passionné des outrages qu'ils avaient subis, des dangers qu'ils avaient courus. Plusieurs fois le malheureux Charles répéta d'une voix déchirante :

— Votre majesté ne sait pas ce que c'est que d'avoir à se plaindre d'un fils. C'est la douleur la plus cruelle que l'on puisse ressentir.

Il est probable que, dans cette entrevue, fut définitivement décidé le sort de l'Espagne ; car le surlendemain Charles IV sommait son fils de renoncer aux droits qu'il prétendait tenir de l'abdication du 19 mars. Dans un manifeste qu'il lui adressa à ce sujet, rappelant la politique qu'il avait suivie depuis la paix de Bâle, et les griefs relatifs à la conspiration de l'Escurial, il ajoutait :

« J'ai dû me ressouvenir de mes droits de père et de roi, je vous fis arrêter : je trouvai dans vos papiers la conviction de votre culpabilité. Mais sur la fin de ma carrière, en proie à la douleur de voir mon fils périr sur l'échafaud, je fus sensible aux larmes de votre mère, et je vous pardonnai. On calomnia même mes ministres auprès de l'empereur des Français, qui, croyant voir les Espagnes échapper à son alliance, et les esprits agités même dans ma famille, couvrit, sous différents prétextes, mes états de ses troupes. De mon côté, je pris le parti de réunir mes troupes autour de moi, non pour quitter

mes sujets, mais pour me présenter à mon allié dans l'attitude d'un souverain, et pour soutenir la dignité de mon trône...

Quelle a été votre conduite ? Vous avez mis en rumeur tout mon palais ; vous avez soulevé mes gardes-du-corps contre moi : votre père lui-même a été votre prisonnier. Mon premier ministre, que j'avais élevé et adopté dans ma famille, fut traîné sanglant de cachots en cachots ; vous avez flétri mes cheveux blancs ; vous les avez dépouillés d'une couronne portée avec gloire par mes ancêtres, et que j'avais conservée sans tache...

J'ai eu recours à l'Empereur, non plus comme un roi à la tête de ses troupes et environné de l'éclat du trône, mais comme un roi malheureux et abandonné. J'ai trouvé protection et refuge au milieu de ses camps ; je lui dois la vie, celle de la reine et de mon premier ministre ; il connaît tous les outrages que j'ai reçus, les violences qu'on m'a faites ; il m'a déclaré qu'il ne vous reconnaîtrait jamais pour roi. En m'arrachant la couronne, c'est la vôtre que vous avez brisée. Votre conduite envers moi, vos lettres qui font foi de votre haine pour la France, ont mis une barrière d'airain entre vous et le trône d'Espagne. Il n'est ni de votre intérêt ni de celui des Espagnes que vous y prétendiez...

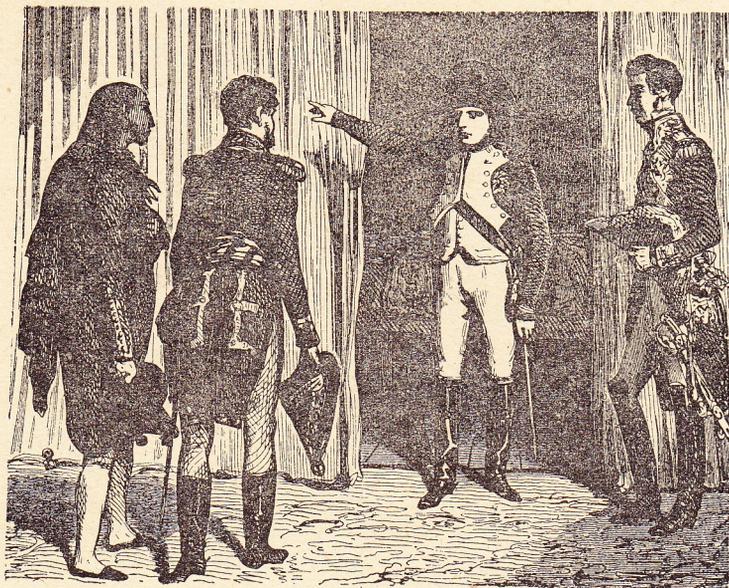
Je ne veux point léguer à mes sujets la guerre civile, les assemblées populaires, les révolutions... Lorsque je serai assuré que la religion de l'Espagne, l'intégrité de mes provinces, leur indépendance et leurs privilèges seront maintenus, je descendrai dans le tombeau en vous pardonnant l'amertume de mes dernières années. »

Ferdinand fit une réponse vague et incohérente, se justifiant assez mal du crime de rébellion, sans rendre toutefois la couronne qu'on lui demandait.

Napoléon, du reste, savait à quoi s'en tenir sur les assurances de dévouement que lui prodiguait ce prince imbécile. La police impériale s'emparait de toutes les dépêches des courriers espagnols entre Bayonne et Madrid, et l'on put lire une lettre de Ferdinand à don Antonio, dans laquelle se trouvait le paragraphe suivant :

« Gouverne bien, et prends des précautions, de peur que ces maudits Français n'en agissent mal avec toi. »

D'un autre côté, des lettres confidentielles adressées de Madrid



au prince des Austuries, et qui tombaient entre les mains de l'Empereur, annonçaient, que si avant la fin de la semaine on ne recevait pas des nouvelles satisfaisantes on ferait main-basse sur les Français.

Déjà des mouvements populaires avaient lieu à Burgos et à Tolède. Dupont avait été obligé de se porter, avec son corps d'armée, dans cette dernière ville.

A Madrid il se faisait des rassemblements inquiétants : de sourdes rumeurs agitaient la ville ; des proclamations insurrectionnelles étaient répandues dans les campagnes ; les bruits les plus contradictoires circulaient parmi le peuple inquiet sur le sort de son souverain.

Tantôt on disait que trente mille Biscayens, entrés à main armée à Bayonne, avaient enlevé Ferdinand pour le ramener dans son royaume ; tantôt on assurait que Ferdinand, arrêté par l'Empereur, allait être conduit en France ; c'était offrir à la révolte un exemple à suivre, ou l'appeler par une provocation directe.

Au milieu de cette émotion des esprits, Murat chargea la junte d'ordonner les dispositions nécessaires pour faire partir le lendemain, 2 mai, la reine d'Etrurie avec ses enfants, et l'infant François de Paule, que le roi Charles IV appelait à Bayonne.

Le peuple apprit avec stupéfaction qu'on lui enlevait les derniers membres de la famille royale. La junte, épouvantée, resta toute la



nuit en délibération. Un agent secret, envoyé par Ferdinand, vint lui apprendre que l'Empereur avait résolu de s'emparer du trône d'Espagne.

Le 2 au matin, la place du Palais était couverte d'une nombreuse population, hommes, femmes et enfants, faisant entendre des murmures, des cris, des imprécations, ouvriers de toutes classes s'interrogeant, s'agitant et s'excitant à oser.

A neuf heures, la reine d'Etrurie partit avec son fils et sa fille : un sombre silence succéda au tumulte. Il restait encore deux voitures ; c'était celles de l'infant. Pendant qu'on achève de les charger, un aide-de-camp de Murat sort du palais, et veut traverser la foule : elle le serre, l'entoure, le presse, le menace ; une patrouille accourt et le dégage.

Alors s'élèvent de furieuses clameurs ; Murat averti, envoie sur la place un bataillon et deux pièces d'artillerie. L'agitation redouble ; le peuple rugit ; la troupe fait feu. Aussitôt, par un mouvement unanime, la ville entière est en insurrection ; et comme si l'on n'eût attendu que ce signal, dans tous les quartiers à la fois les habitants se précipitent, armés de fusils, de pistolets, de couteaux, surprenant les Français isolés dans les rues, dans les promenades, dans les cafés, et les massacrant sans pitié.

Le peuple s'acharnait surtout contre les Mamelucks de la garde,

dont le costume lui rappelait celui des Maures ; il lui semblait satisfaire en même temps ses haines traditionnelles et ses ressentiments nouveaux, et il s'imaginait frapper d'un seul coup un Français et un Musulman.

Aux cris des insurgés se mêle le bruit du tambour et de la trompette, appelant les troupes à leur poste : plus d'un soldat est massacré avant de rejoindre son corps ; plusieurs reçoivent la mort des mains de l'hôte qui les logeait ; dans chaque rue se livrent des combats singuliers où le peuple en force a presque partout l'avantage.

Cependant les troupes françaises se forment en bataille ; l'artillerie, les mamelucks, les lanciers polonais débouchent : la mitraille balaie les grandes rues, et la cavalerie, chargeant sur les masses, a bientôt débarrassé la ville.

En même temps, l'infanterie court au parc d'artillerie : les insurgés l'y ont prévenue, ont entraîné les canonniers espagnols, et tirent à mitraille sur les colonnes françaises ; mais celles-ci chargent à la baïonnette, enlèvent les pièces et reprennent le parc.

Deux officiers d'artillerie espagnols, Daïoz et Valarde, combattirent les Français avec un acharnement désespéré, et se firent tuer sur leurs pièces.

Enfin, des postes établis dans tous les carrefours et sur toutes les places, arrêtant les habitants qui se présentaient pour passer, et fusillant tous ceux qui portaient des armes, mirent fin au désordre.

Le ministre de la guerre, O'Farril et le ministre des finances, Azanza, vinrent en aide à Murat : ils parcoururent les rues à cheval, agitant en l'air des mouchoirs blancs en signe de réconciliation.

A deux heures après midi, le calme était partout rétabli. Une amnistie générale avait été proclamée dans les différents quartiers. Cependant une cinquantaine environ d'insurgés qu'on avait pris les armes à la main, envoyés devant une commission militaire, furent fusillés le soir même au Prado ; des torches éclairèrent cette scène sanglante.

Les Espagnols y virent encore un manque de parole, un lâche assassinat après la victoire : dès-lors toutes les vengeances leur semblèrent légitimes ; les habitants qui fuyaient la capitale, allaient partout racontant les exécutions du Prado. Le canon du 2 mai retentit dans toute la Péninsule comme un funèbre signal, comme un appel solen-

nel à la nation outragée. Le grand-duc de Berg, aussi mauvais politique que bon soldat, s'écria, dans un accès de confiance présomptueuse :

— Le 2 mai donne l'Espagne à l'Empereur.

— Dites plutôt qu'il la lui enlève pour toujours, répliqua le ministre de la guerre, O'Farril.

Murat, cependant, se croyait déjà roi de ce peuple qu'il venait d'irriter. Après le départ de don Antonio, qui accompagnait à Bayonne l'infant François de Paule, il se fit nommer président de la junte.

Celle-ci lui fit mille protestations de dévouement, et en même temps elle envoyait secrètement à Ferdinand deux agents chargés de se concerter avec lui pour prendre des mesures hostiles contre l'armée française.

Ferdinand donna toutes les autorisations nécessaires pour commencer les hostilités, et déléguant à la junte l'exercice de la souveraineté, ordonna la convocation des cortès. Sa réponse fut portée par Joseph Palafox ; il partit de Bayonne dans la matinée du 5 mai.

Le même jour, quelques heures plus tard, l'Empereur se promenait à cheval, lorsqu'un officier couvert de poussière se présenta devant lui ; il apportait une lettre de Murat contenant le récit de l'insurrection de Madrid. Napoléon comprit aussitôt toute la portée de ce fatal événement.

« *Il ne faut pas que d'aucun côté une amorce soit brûlée* », avait-il écrit à Murat. Mais la glace était rompue. Les hostilités qu'il avait redoutées étaient commencées ; il fallait prendre un parti décisif. Il alla directement chez le roi Charles IV.

— Voyez, lui dit-il, en montrant la lettre de Murat, ce que je reçois de Madrid. Je ne puis me l'expliquer.

Le roi, après avoir pris lecture de la lettre, ordonna aussitôt au prince de la Paix de faire chercher Ferdinand et Carlos.

— Ou je me trompe fort, dit-il à l'Empereur, ou les drôles en savent quelque chose ; j'en suis au désespoir, mais je ne m'en étonne pas.

Ferdinand vint seul, et alors se passa une scène terrible, où Charles IV, invoquant tour à tour la majesté royale et la dignité paternelle, accabla des plus sanglants reproches un fils qui avait méconnu l'une et l'autre.

Ferdinand était debout ; ses parents se tenaient assis, ainsi que l'Empereur ; il vit aussitôt qu'il était amené devant des juges.

— As-tu, lui dit le roi d'une voix forte, des nouvelles de Madrid?

Le prince resta muet.

— Eh bien, reprit Charles, je vais t'en donner, moi.

Et il fit un récit animé du drame sanglant du 2 mai. « Crois-tu reprit-il, me persuader que tu n'as eu aucune part à ce saccage, toi ou les misérables qui te dirigent ? Était-ce pour faire égorger mes sujets, que tu t'es empressé de me faire descendre du trône ? Réponds, crois-tu régner longtemps par de pareils moyens ? »

A ces paroles exprimées avec une noble colère, Ferdinand, confus et violemment agité, ne répondait que par des dénégations mal articulées.

Napoléon lui-même était vivement ému à l'aspect de ce vieillard justement courroucé : il le comparait depuis au roi Priam secouant avec affliction sa tête blanchie.

Il y avait encore, en effet, dans la personne et dans les manières de Charles IV, toute la dignité traditionnelle d'un descendant de Louis XIV. Quoiqu'il fût entièrement dépourvu d'énergie et d'intelligence, rien ne manquait à ses qualités extérieures ; son port était majestueux, ses gestes plein de noblesse, et il y avait dans les accents de sa douleur paternelle une éloquence qui donnait à ce drame de famille un caractère lugubre et solennel.

Mais la reine prit la parole, et la scène changea d'aspect : sa colère s'exhala sans mesure et sans retenue ; tout ce que la passion la plus désordonnée peut imaginer d'invectives, fut épuisé par elle ; et comme si elle avait voulu montrer quelque chose de plus hideux que la rébellion d'un fils, elle dévoilait sans honte la haine d'une mère ; il semblait, dit Napoléon, entendre une furie du théâtre grec. Et comme Ferdinand ne répondait rien à ses imprécations :

— Parleras-tu ? s'écriait-elle, parleras-tu ? jusqu'à ce qu'exaspérée par son silence, elle s'approcha de lui en levant la main pour le frapper.

On dit même, mais la chose est à peine croyable, que, dans l'excès de sa rage, perdant jusqu'au dernier sentiment de pudeur, elle s'oublia jusqu'à lui dire, à la face du vieux roi, qu'il était le fils d'un autre homme.

Napoléon avait besoin de prendre la parole pour rendre à la conférence un caractère plus digne.

— Prince, dit-il à Ferdinand, le massacre de Madrid est l'œuvre d'un parti que vous ne pouvez désavouer. Or, je ne reconnâtrai jamais pour roi d'Espagne celui qui brisait violemment l'alliance de la France, qui ordonnait le meurtre des soldats français, au moment même où il venait me demander de sanctionner l'action impie par laquelle il voulait monter sur le trône. Je n'ai d'engagements qu'avec le roi votre père ; c'est lui que je reconnais, et je vais, s'il le désire, le reconduire à Madrid.

— Moi, je ne le veux pas, répliqua vivement Charles IV. Qu'irais-je faire dans un pays où il a soulevé toutes les passions contre moi ? Je ne trouverai partout que des sujets révoltés ; et après avoir été assez heureux pour traverser sans pertes le bouleversement de toute l'Europe, il me faudrait déshonorer ma vieillesse en faisant la guerre aux provinces que j'ai eu le bonheur de conserver, et conduire mes sujets à l'échafaud. Non, je ne le veux pas.

Puis s'adressant à son fils :

— Tu as suivi de mauvais conseils ; ils t'ont conduit dans un abîme ; tu en sortiras comme tu pourras ; je n'ai plus rien à faire pour toi : va-t-en.

Ferdinand sortit sans proférer une parole.

Toute la famille royale se trouvait alors à la discrétion de Napoléon, Charles IV, par sa faiblesse et ses dégoûts, la reine par ses passions, Ferdinand par sa lâche duplicité. Il ne restait plus qu'à régulariser l'expulsion de cette race déchue.

La chose ne fut pas difficile. Le jour même, Ferdinand envoya sa renonciation à la couronne que lui avait donnée l'insurrection d'Aranjuez, et une convention fut conclue entre l'Empereur et le roi Charles, représentés par Duroc et le Prince de la Paix.

Charles céda à l'Empereur tous ses droits au trône d'Espagne et des Indes, à condition qu'il maintiendrait l'intégrité du royaume, et que la religion catholique continuerait à y être dominante.

L'Empereur s'engageait à donner refuge dans ses états, au roi, à la reine, à sa famille, au Prince de la Paix et à ceux de leurs serviteurs qui voudraient les suivre. Le palais impérial de Compiègne, avec ses parcs et forêts, étaient à la disposition du roi sa vie durant.

L'Empereur donnait et garantissait à Charles IV un liste civile de 30 millions de réaux.

Une seconde convention fut signée, le 10, entre Napoléon et Ferdinand, représentés par Duroc et le chanoine Escoïquiz. Le prince adhérait à la cession faite par Charles IV de ses droits à la couronne, et renonçait aux droits qu'il pouvait y avoir. Les autres infants donnèrent à ces actes leur pleine et entière adhésion.

Le lendemain, le Prince des Asturies, don Carlos son frère, et leur oncle don Antonio partirent en voyageurs obscurs, pour se rendre au château de Valençay, dont Talleyrand était chargé de leur faire les honneurs. Le roi Charles IV, la reine Marie-Louise, la reine d'Étrurie et l'infant don François, suivis du Prince de la Paix, partirent pour Fontainebleau, d'où ils se transportèrent à Compiègne. On leur rendit partout les honneurs royaux.

Peu après, Charles IV qui souffrait du froid à Compiègne, demanda et obtint d'aller dans le Midi ; le 17 septembre, il partit pour Marseille. Depuis le séjour à Bayonne, l'Empereur ne revit jamais aucun de ces princes.

L'Empereur ordonna pour le 15 juin la réunion, à Bayonne, d'une grande junta d'état, composée de cent cinquante députés pris dans le clergé, la noblesse et la bourgeoisie, et chargée de poser les bases d'une nouvelle constitution.

Durant ces entrefaites, Joseph était arrivé à Bayonne. Napoléon alla en grande pompe au-devant de lui, et par un décret du 6 juin, le proclama roi des Espagnes et des Indes. Murat fut appelé à le remplacer sur le trône de Naples.

On assure que ni l'un ni l'autre ne fut content du rôle qu'on lui assignait. Joseph, simple et modeste, regrettait le facile gouvernement d'un beau pays auquel il s'était identifié pendant deux ans de règne.

Murat, plein d'une ambitieuse vanité, ne trouvait pas son mérite suffisamment récompensé par un trône secondaire. Les lieutenants de Napoléon ne songeaient plus qu'à devenir des fondateurs de dynastie ; l'exemple du chef leur tournait la tête ; il n'y avait pas jusqu'à Junot qui ne rêvât la royauté du Portugal.

D'autres la convoitèrent après lui. Ce ne fut pas un des moindres malheurs de Napoléon d'avoir excité cette fièvre d'ambition parmi des hommes qui, n'étant que les instruments de son génie, s'attri-

buaient follement le mérite des choses qu'il leur commandait, et ne voulaient plus marcher derrière lui, mais à côté de lui.

A l'arrivée de Joseph, tous les grands d'Espagne qui se trouvaient à Bayonne, oubliant leurs mutuels ressentiments, apportèrent en commun leurs hommages aux pieds du nouveau roi.

Le peuple se sentait blessé dans ses affections, blessé dans sa dignité. Pendant plusieurs années, gémissant sous le joug honteux du prince de la Paix, il s'était accoutumé à voir dans Ferdinand le dernier espoir de la patrie, le régénérateur futur de l'Espagne; et rien encore n'étant venu détruire ses illusions à cet égard, il avait salué de ses cris de joie la révolution d'Aranjuez qui avait enfin donné la couronne à celui qu'il appelait de ses vœux.

Mais voilà qu'au bout de quelques jours de royauté, le souverain chéri du peuple, surpris par un rival puissant, soumis à une torture morale qui le contraint de signer une abdication, est enlevé de son royaume, et transporté en terre étrangère pour y vivre prisonnier; car c'est ainsi que dans tous les rangs du peuple se racontent les événements de Bayonne.

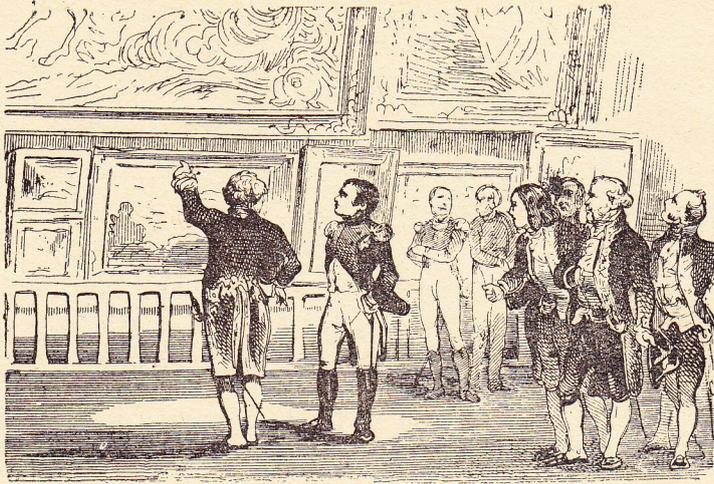
C'est donc en vain que Napoléon se présente aux Espagnols comme un bienfaiteur : ils ne peuvent voir en lui que le contempteur de leur dignité, le ravisseur et le geôlier de leur roi. C'est en vain que Napoléon croit se mettre en règle par un contrat en bonne forme; il y manque la signature du peuple, et le peuple intervient pour déchirer le contrat.

A cette époque commence une nouvelle phase dans la vie de Napoléon. Jusqu'ici les rois seuls ont été ses adversaires, et sa carrière n'a été qu'une suite de triomphes. Maintenant va commencer la lutte des peuples, et la puissance du génie doit succomber devant eux.

L'insurrection du 2 mai avait été le signal; et quoique la répression eût été prompte et énergique, l'exemple fut en tous lieux suivi, sans qu'on fit attention au châtement.

L'explosion fut subite, instantanée, générale : il n'y avait eu cependant ni accord, ni complot; mais un même sentiment animant tous les esprits, avait produit sur tous les points les mêmes effets.

Les actes de la junte et du lieutenant-général Murat furent déchirés et foulés aux pieds; les autorités, qui voulurent arrêter le torrent,



furent renversées ; les grands, qui acceptaient le protectorat français, furent massacrés.

Le 27 mai, jour de la saint Ferdinand, de nouvelles Vêpres siciliennes ensanglantèrent le midi de la Péninsule. A Valence, Calvo, marchant à la tête de la populace, massacra dans leurs demeures plus de deux cents Français établis depuis longues années dans la ville. L'équipage d'un bâtiment français, qui s'était réfugié dans la place, pour éviter la poursuite d'une frégate anglaise, périt égorgé jusqu'au dernier homme.

Le même jour voit éclater l'insurrection de Cadix ; le capitaine-général Solano, voulant empêcher les excès, tombe victime de la fureur populaire. Dans les jours d'effervescence, les amis de l'ordre sont facilement pris pour des ennemis de la cause nationale, et, quand le peuple doute, il frappe.

Partout se répètent des scènes de meurtre qui ne sont que les préludes d'une guerre d'extermination et de féroces vengeances.

Ce peuple si long-temps endormi avait un réveil terrible, et toutes ses passions déchaînées à la fois étaient alimentées par la redoutable puissance du fanatisme. Les hommes éclairés excusaient des actes sanglants sans lesquels il n'y a pas d'élan chez cette population à demi-sauvage, et maintenaient l'enthousiasme par le sacrifice de quelques victimes.

Dans plusieurs villes, les gouverneurs furent mis en pièces, et

NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

5^e EDITION



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS